



## Conseil économique et social

Distr. générale  
14 juillet 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2015

(16-18 juin 2015)\*

---

\* Le présent document est une version préliminaire du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle (16-18 juin 2015). Le rapport sur les travaux de sa première session ordinaire (3-5 février 2015) a été publié sous la cote E/2015/34 (Part I) et celui sur les travaux de sa deuxième session ordinaire (8-10 septembre 2015) paraîtra avec la première partie sous la cote E/2015/34 (Parts I and II). Ces rapports seront publiés sous forme définitive en tant que *Documents officiels du Conseil économique et social, 2015, Supplément n° 14* (E/2015/34/Rev.1-E/ICEF/2015/7/Rev.1).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Organisation de la session .....	3
A. Déclarations liminaires de la Présidente et du Directeur général .....	3
B. Adoption de l'ordre du jour (point 2) .....	4
II. Délibérations du Conseil d'administration .....	5
A. Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2014, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (point 3) .....	5
B. Rapport annuel sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes pour 2014-2017 (point 4) .....	10
C. Coopération au titre des programmes de l'UNICEF (point 5) .....	11
D. Rapports d'évaluation, vues de l'administration et suite donnée par l'administration (point 6) .....	13
E. Rapport annuel de 2014 du Bureau de l'audit interne et des investigations de l'UNICEF au Conseil d'administration et suite donnée par l'administration (point 7) .....	15
F. Rapport de 2014 du Bureau de la déontologie de l'UNICEF (point 8) .....	17
G. Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF (point 9) ..	18
H. Rapports sur les visites du Conseil d'administration sur le terrain (point 10) .....	19
I. Questions diverses (point 11) .....	20
J. Adoption des projets de décision (point 12) .....	20
K. Prix du personnel de l'UNICEF et déclarations finales du Directeur général de l'UNICEF et du Président du Conseil d'administration (point 13) .....	21
Annexes	
1. Séance de réflexion consacrée à l'égalité .....	23
2. Décisions adoptées par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle de 2015 .....	27

## **I. Organisation de la session**

### **A. Déclarations liminaires de la Présidente et du Directeur général (point 1)**

1. La Présidente a tout d'abord salué la mission héroïque que le personnel de l'UNICEF remplit dans le monde et a en particulier rendu hommage au personnel et aux agents des services de sécurité tués ou blessés dans l'attentat terroriste qui a eu lieu en avril en Somalie.

2. L'année 2015, marquée par l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement, l'adoption prévue des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015 et la réalisation escomptée d'importants progrès dans le financement du développement, était déterminante. Ces initiatives, ainsi que l'attention portée aux questions d'égalité, pouvaient véritablement changer la vie des enfants. Aucun réel progrès ne pouvait être accompli en faveur des enfants, tant que tous, en particulier les plus défavorisés et marginalisés, ne jouissaient pas de soins de santé, de nutrition, d'éducation ni d'un environnement favorable dans lequel ils puissent réaliser pleinement leur potentiel.

3. Les enfants étaient encore plus vulnérables en temps de conflit ou de crise et l'action de l'UNICEF était cruciale, grâce à des opérations et à une coopération de plus en plus efficaces avec les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les autres partenaires, qui appliquaient notamment le principe de la responsabilité sectorielle. Les enfants avaient besoin d'un soutien accru alors que leurs droits faisaient l'objet de violations généralisées et que les fonds publics et privés s'amenuisaient. Les enfants défavorisés et marginalisés étaient les plus touchés, et il convenait de féliciter l'UNICEF de s'être fait le champion de l'équité.

4. Le Directeur général a commencé par saluer Martin Mogwanja, Directeur général adjoint chargé de la gestion, qui partait à la retraite après près de 40 ans de service. M. Mogwanja serait remplacé par Fatoumata Ndiaye, l'actuelle Directrice du Bureau de l'audit interne et des investigations.

5. Le Directeur général a rappelé qu'une autre étape importante était franchie ce jour même, puisque cela faisait près de cinq ans qu'il était entré en fonction à l'UNICEF. Toutefois, plutôt que de célébrer cet anniversaire, la session était l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis depuis que l'UNICEF avait recentré ses efforts sur la question de l'équité. S'interrogeant sur les raisons pour lesquelles le Conseil d'administration avait décidé cinq ans plus tôt qu'un programme en faveur de l'équité était vital, le Directeur général a répondu que cela était tout simplement juste. L'équité était l'expression du droit de chaque enfant à la santé, l'éducation, la protection et la survie. Trop souvent, les progrès en matière de développement étaient le résultat d'efforts centrés sur certaines personnes et certains enfants dans le monde et non pas sur nous tous. Cinq ans plus tard, quasiment toutes les sociétés avaient pris conscience du fléau que représentaient les inégalités et l'étudiaient. Le monde entier se rendait davantage compte de l'ampleur et du coût des inégalités extrêmes qui le caractérisent. Dans les pays en développement, les enfants des ménages les plus pauvres risquaient en moyenne deux fois plus de mourir avant l'âge de 5 ans que les enfants des familles les plus riches, près de deux fois plus de ne pas être inscrits à l'état-civil, plus de deux fois

plus de souffrir d'un retard de croissance et plus de cinq fois plus de ne pas être scolarisés.

6. Le fléau de l'inégalité était le produit d'un cercle vicieux intergénérationnel. Comment pouvait-on lancer ou maintenir la croissance dans un pays dont les citoyens n'avaient pas d'instruction ou dont les enfants n'avaient pas pu développer pleinement leurs capacités cognitives à un âge précoce? Les sociétés extrêmement inégalitaires étaient plus instables et leur croissance était plus lente et plus chaotique. Des économies durables pourraient se développer si tout enfant bénéficiait de bonnes conditions pour réussir dans la vie.

7. Les inégalités n'étaient pas inévitables; les progrès accomplis dans le monde montraient qu'elles pouvaient être réduites. De gros efforts restaient nécessaires car, dans certains cas, les progrès stagnaient, voire ralentissaient. Le cercle vicieux intergénérationnel des inégalités ne pouvait être rompu sans un enseignement de qualité. En outre, en l'absence de données désagrégées, les inégalités seraient ignorées, car les pays se concentreraient plutôt sur les progrès globaux et sur les moyennes nationales. L'UNICEF collaborait étroitement avec les gouvernements pour améliorer la qualité des données grâce aux enquêtes en grappes à indicateurs multiples et à l'analyse des privations multiples et simultanées. Le Système de suivi des résultats pour l'équité (système MoRES) aidait à suivre les progrès accomplis dans la lutte contre les obstacles et les entraves qui empêchaient les enfants d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin. Il avait aidé l'UNICEF et ses partenaires à recueillir des données concernant ces obstacles et à les surmonter, leur permettant ainsi d'atteindre les enfants les plus marginalisés et à concevoir leurs programmes de façon à répondre plus précisément aux besoins.

8. Parallèlement à l'amélioration de ses programmes, le Fonds devait continuer à progresser en axant sa gestion sur les résultats, notamment en ciblant mieux les ressources, et à mesurer les résultats effectivement obtenus dans les divers programmes et services. La gestion axée sur les résultats impliquait également que le Fonds gère mieux sa ressource la plus précieuse, à savoir son personnel. Toute attaque contre un membre du personnel – telle que l'attentat violent au cours duquel quatre membres du personnel ont trouvé la mort et plusieurs autres personnes ont été tuées ou blessées en avril en Somalie – était une attaque contre tout le personnel de l'UNICEF. La meilleure manière dont le Fonds pouvait rendre hommage au courage et au dévouement de l'ensemble du personnel était de satisfaire ses besoins en faisant preuve d'une détermination analogue à celle qu'il démontre dans l'accomplissement de sa mission.

## **B. Adoption de l'ordre du jour (point 2)**

9. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour provisoire et le projet de calendrier et d'organisation des travaux de la session (E/ICEF/2015/4).

10. Conformément à la règle 50.2 du Règlement intérieur, le Secrétaire du Conseil d'administration a annoncé que 32 délégations dotées du statut d'observateur, dont une organisation intergouvernementale, six comités nationaux pour l'UNICEF et quatre organisations non gouvernementales avaient présenté leurs pouvoirs.

## **II. Délibérations du Conseil d'administration**

### **A. Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2014, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (point 3)**

#### **Rapport de l'UNICEF sur les recommandations du Corps commun d'inspection (point 3)**

11. À l'issue des observations liminaires du Directeur général, les rapports (E/ICEF/2015/5, E/ICEF/2015/5/Add.1 and E/ICEF/2015/6) ont été présentés par le Directeur de la Division des données, de la recherche et des politiques.

12. De nombreuses délégations ont rendu hommage aux membres du personnel de l'UNICEF tués en Somalie et exprimé leur gratitude à tout le personnel pour son dévouement remarquable à la cause des enfants.

13. Les délégations ont salué les excellents résultats de l'UNICEF en 2014 ainsi que ses réalisations dans les sept domaines d'intervention du Plan stratégique. Les intervenants ont évoqué en particulier l'action que mène l'UNICEF pour réduire la mortalité infantile et maternelle, améliorer l'accès à l'eau potable, élargir l'accès à l'enseignement primaire et promouvoir les droits des enfants.

14. Le Fonds a été loué pour ses efforts concernant la nutrition, mais un intervenant a fait remarquer que nombre de résultats portaient sur les méthodes plutôt que sur les réalisations. Au vu de l'insécurité alimentaire grandissante et du ralentissement conjoncturel de l'économie mondiale, une délégation a appelé l'UNICEF à élargir ses programmes d'alimentation complémentaire pour les jeunes enfants, notamment en forgeant des partenariats avec le programme de distribution de repas scolaires du Programme alimentaire mondial, afin d'améliorer la nutrition et de réduire les taux d'abandon scolaire.

15. Un autre intervenant a félicité l'UNICEF pour les progrès accomplis dans le cadre de l'initiative Eau, assainissement et hygiène pour tous, et notamment pour ses travaux concernant l'égalité des sexes et les droits de la personne ainsi que ses études sur le meilleur rapport qualité-prix. Une délégation a jugé que la gestion de l'eau devait faire partie des activités de base de l'UNICEF et a invité le Fonds et ses partenaires à étudier l'ensemble du cycle de l'eau, notamment l'accès à l'eau souterraine et à s'assurer que l'aide prenne en compte des besoins d'appui aux réseaux d'eau, d'assainissement et d'hygiène existant en milieu urbain. L'UNICEF devait à cet égard maintenir et développer ses capacités techniques sur le terrain.

16. Les délégations ont exprimé leur soutien à la stratégie axée sur l'équité et à l'attention prioritaire accordée aux enfants les plus défavorisés, en raison de la persistance de lacunes dans des domaines tels que la santé, l'assistance qualifiée à la naissance, le VIH/sida, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la nutrition et l'alimentation des nourrissons, l'éducation, la protection de l'enfance, la violence familiale et l'intégration sociale, domaines dans lesquels les disparités sont persistantes à l'intérieur des pays et entre eux.

17. Les délégations ont souligné qu'il importait de poursuivre les efforts de lutte contre le VIH/sida sur de nombreux fronts : la mortalité associée au sida chez les

adolescents âgés de 10 à 19 ans, qui devrait faire l'objet d'efforts accrus de la part de l'UNICEF et de ses partenaires, la stigmatisation, la prévention de la transmission materno-fœtale du VIH la mobilisation de fonds suffisants, ainsi que la recherche accélérée d'un traitement.

18. Un intervenant a déclaré que son pays avait constaté une réapparition de la polio, mais avait pu stopper sa propagation, avec l'appui des pouvoirs publics et des partenaires internationaux. Deux délégations ont évoqué l'action de l'UNICEF dans les États insulaires du Pacifique, par exemple dans le cadre de son programme de santé maternelle, néonatale et infantile dans le Pacifique (Pacific Maternal Newborn and Child Health Programme), qui a permis d'intervenir rapidement lors des récentes épidémies de rougeole dans certains pays.

19. Presque toutes les délégations ont salué la contribution précieuse de l'UNICEF aux interventions menées collectivement pour faire face aux nombreuses crises humanitaires de 2014, notamment dans le cadre de son rôle de chef de file sectoriel dans certains cas, ainsi que son action dans l'intégration de l'action humanitaire aux objectifs de développement. Certains intervenants, cependant, ont déclaré que l'activité humanitaire ne devait pas être menée au détriment des objectifs de développement et l'une des délégations a jugé que la décision du Conseil d'administration visant à relever le montant du Fonds de programmation pour les secours d'urgence devait être temporaire.

20. Plusieurs délégations ont évoqué l'action de l'UNICEF face à l'épidémie d'Ebola, notamment sa stratégie axée sur les centres de soin de proximité, ainsi qu'aux récents tremblements de terre au Népal et aux conflits en cours en Iraq, en République arabe syrienne et dans les pays voisins. Vu ses « brillants résultats » dans la lutte contre Ebola, l'UNICEF devait rechercher d'autres occasions de fournir un appui interorganisations lors des situations d'urgence. Un autre intervenant a ajouté qu'il convenait d'évaluer et de documenter solidement, en tant qu'enseignements tirés de la lutte contre Ebola, l'analyse anthropologique et l'attention prioritaire accordée à la mobilisation de la population locale, afin de déterminer s'il était possible d'appliquer ces méthodes dans d'autres contextes.

21. Un intervenant a prié l'UNICEF de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'enrôlement d'enfants et de s'employer davantage à mobiliser des fonds pour faire face aux situations d'urgence, notamment à la crise en Syrie.

22. Une délégation a loué « l'œuvre remarquable » de l'UNICEF en République centrafricaine, grâce à laquelle les groupes armés ont récemment signé une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à libérer les enfants soldats enrôlés dans leurs rangs. Un intervenant a déclaré que la protection de l'enfance dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et des dispositifs de sécurité, en particulier en période de conflit et d'après-conflit, devait tenir compte des droits et des besoins des enfants.

23. L'UNICEF a été félicité pour ses efforts visant à relier l'aide humanitaire au renforcement de la résilience et aux programmes de développement à long terme. Un intervenant a engagé l'UNICEF à continuer de soutenir à la fois le système d'intervention humanitaire et son propre processus d'intervention, afin de garantir que ses programmes ordinaires soient plus étroitement harmonisés avec ses programmes d'urgence.

24. Un autre intervenant a déclaré que l'UNICEF devait prendre des mesures positives pour réduire la vulnérabilité des enfants aux désastres, naturels ou causés par l'homme et pour renforcer leur résilience. En outre, on a souligné qu'il importait de réduire au minimum les conséquences néfastes de ces désastres sur les groupes les plus vulnérables, en particulier les personnes handicapées.

25. Un intervenant, se référant à la collaboration de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial en matière d'intervention en cas d'urgence, a déclaré que le projet pilote concernant les retours sur investissement de la préparation aux situations d'urgence montrait que de tels investissements pouvaient permettre des économies substantielles de temps et d'argent. Il s'agissait là de considérations importantes que les organismes humanitaires devraient promouvoir lors des préparatifs du Sommet mondial sur l'action humanitaire.

26. Une délégation a engagé l'UNICEF à continuer à inscrire les candidats remplissant les conditions requises au fichier des coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires. Une autre a jugé positif le fait que le personnel de l'UNICEF soit de plus en plus formé aux opérations en situations de crise humanitaire dans le monde.

27. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la protection de l'enfance et de la promotion des droits des enfants. Il importait de veiller à ce que les enfants soient reconnus comme détenteurs de droits, notamment du droit à la dignité et du droit à une protection égale devant la loi et de rendre la parole à ceux qui ne pouvaient se faire entendre, en particulier les enfants et les adolescents.

28. Les délégations se sont félicitées du combat que mène l'UNICEF contre les violences à l'égard des enfants, notamment au moyen de campagnes telles que #EndViolence. Elles ont déclaré par ailleurs que la lutte contre la violence sexiste dans les situations d'urgence était de la plus haute importance. L'UNICEF jouait un rôle crucial en tant qu'institution pilote en matière de protection des enfants et, conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour la population, de la lutte contre la violence sexiste.

29. Une délégation a annoncé que son pays avait récemment lancé une stratégie nationale pour l'élimination des mutilations et ablations génitales féminines, qui serait appliquée en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes(ONU-Femmes).

30. Une autre délégation a demandé des informations complémentaires concernant les méthodes employées par l'UNICEF pour renforcer les résultats d'apprentissage. Le Sommet d'Oslo sur l'éducation, qui devait se tenir prochainement avait pour objectif de réaffirmer l'engagement politique d'atteindre les 58 millions d'enfants qui ne pouvaient toujours pas exercer leur droit à l'éducation et de renforcer les résultats d'apprentissage des enfants et des jeunes, notamment lors de situations d'urgence. Les crédits accordés à l'éducation dans le cadre des interventions humanitaires d'urgence comme dans celui du renforcement de l'état de préparation et de la résilience demeuraient insuffisants.

31. Une délégation a engagé l'UNICEF et d'autres partenaires à continuer d'appuyer le travail du Centre de recherche Innocenti et proposé que le Conseil d'administration examine les rapports du Centre lors de futures sessions.

32. Plusieurs délégations ont abordé la question du déséquilibre persistant entre les ressources du budget ordinaire et les autres ressources. Elles ont suggéré que l'UNICEF consulte d'autres organismes, tels que le Fonds des Nations Unies pour la population, qui font face au même problème. Ces organismes devraient procéder à un échange de vues sur la manière d'attirer de nouveaux donateurs et de mobiliser davantage les donateurs traditionnels. Le débat structuré prévu à la deuxième session ordinaire offrirait au Conseil l'occasion de débattre des déficits de financement et des mesures incitatives destinées à augmenter les contributions aux ressources de base, ainsi que d'un recours plus large à des ressources autres que les ressources de base, à des conditions moins restrictives.

33. Plusieurs délégations ont souligné qu'il importait d'instaurer un climat de confiance entre tous les partenaires de développement. Pour ce faire, il fallait notamment organiser suffisamment à l'avance des consultations entre l'UNICEF et les pays partenaires sur les questions sensibles qui ne faisaient pas l'objet d'une entente suffisante de la part de la communauté internationale. L'UNICEF devait accorder son action avec les priorités nationales, travailler en toute impartialité, promouvoir les droits de l'enfant conformément à la culture et aux modèles sociaux propres à chaque société et veiller à l'appropriation de ses programmes par les pays.

34. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance des comités nationaux pour l'UNICEF, à la fois comme partenaires des grandes initiatives nationales concernant les enfants et comme sources de crédits supplémentaires pour le Fonds.

35. Les délégations ont insisté sur l'importance des partenariats pour le succès des activités menées par l'UNICEF, en particulier des partenariats innovants avec le secteur privé, les experts compétents et le milieu universitaire. Un intervenant a recommandé que le Conseil d'administration s'emploie plus activement à constituer des partenariats avec de nouveaux donateurs.

36. La nouvelle présentation du rapport était un grand pas en avant, car elle permettait de déterminer de façon transparente les niveaux de résultats pour chaque domaine du développement. Grâce au compendium de données, les débats sur l'exécution des programmes et les résultats de l'UNICEF reposaient sur de meilleures bases et étaient nourris de données dignes de foi. Le rapport avait exposé beaucoup plus précisément les réalisations de l'UNICEF dans le domaine du développement à l'intention des enfants et des familles qui vivent dans la pauvreté. Une délégation s'est félicitée de l'inclusion de données ventilées par sexe et relatives aux enfants handicapés.

37. Un intervenant a déclaré qu'il aurait été utile de rendre compte plus systématiquement des progrès réalisés par rapport au cadre de résultats. Un autre a estimé que, si le chapitre des résultats était bien organisé par domaine d'intervention, le rapport devait en outre indiquer les réalisations escomptées pour chaque domaine et faire référence aux réalisations correspondantes définies dans le Plan stratégique. En ce qui concerne les dépenses, le rapport devait associer les résultats aux ressources, et comparer les dépenses prévues et les dépenses effectives par domaine d'intervention. L'UNICEF devait collaborer avec les autres organismes des Nations Unies qui établissaient des rapports fondés sur les résultats et utilisaient notamment des tableaux de bord pour suivre les progrès, compte tenu des échéances et des cibles budgétaires et relatives au développement.

38. Les délégations souhaiteraient qu'on améliore les futurs rapports et, entre autres, qu'ils comportent un résumé exhaustif des résultats pour chaque indicateur, ainsi que des dépenses et ressources correspondantes, qu'on poursuive les progrès visant à combler les lacunes du cadre de résultats au moyen de points de référence et de cibles qu'on réfléchisse à la manière de pallier les faiblesses et de relever les défis, qu'on communique systématiquement des données sur les dépenses liées à l'égalité des sexes par domaine d'intervention, au moyen du marqueur « égalité des sexes », qu'on compare mieux les résultats entre domaines d'intervention et dans le temps, en faisant clairement ressortir les relations entre les ressources utilisées et les résultats obtenus, qu'on présente des données ventilées par catégorie de pays, qu'on établisse une analyse plus détaillée des problèmes posés notamment par les normes sociales et l'insuffisance des investissements dans les services sociaux.

39. Plusieurs intervenants ont noté avec satisfaction les efforts que l'UNICEF déployait sans relâche pour exécuter les mandats relevant de l'examen quadriennal complet. Ils ont engagé l'UNICEF à continuer de coordonner des opérations et programmes avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment dans le cadre de programmes conjoints. Il convenait de transposer à une plus grande échelle l'initiative « Unis dans l'action » et les procédures opérationnelles permanentes, entre autres innovations prometteuses, afin que les Nations Unies puissent réellement s'exprimer d'une seule voix et produire les résultats attendus. Une délégation a demandé des informations complémentaires sur les conséquences pour l'UNICEF de l'harmonisation des modes d'approvisionnement, de gestion des ressources humaines, d'utilisation des technologies de l'information et de gestion financière.

40. Plusieurs délégations ont évoqué l'importance de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique, qui devait avoir lieu sous peu. À cet égard, elles ont prié l'UNICEF de mener des consultations étroites avec les États Membres et de présenter un calendrier de l'examen.

41. De nombreuses délégations ont souligné l'importance d'un programme de développement pour l'après-2015 qui repose sur un solide dispositif de financement du développement. Les objectifs de développement durable offraient une réelle occasion de bâtir un projet ambitieux pour les 15 prochaines années, qui redynamiserait la façon de concevoir le développement. L'UNICEF jouerait un rôle critique dans l'application du programme et devait continuer de veiller à ce que les enfants et les familles les plus désavantagés soient dûment pris en compte. Il devait être à même de relever les défis que pourrait poser l'adoption de nouveaux objectifs. Un mandat fort, doublé d'une approche fondée sur les droits de l'homme, seraient essentiels pour que l'UNICEF réponde aux grandes espérances soulevées par le programme de développement pour l'après-2015.

42. Plusieurs délégations ont déclaré que l'innovation serait critique dans la réalisation des objectifs de développement durable. L'innovation pourrait en effet augmenter considérablement l'efficacité et la rapidité des interventions en faveur des enfants, notamment grâce à l'utilisation de nouvelles technologies pour élargir l'accès de tous à l'éducation, améliorer la qualité de l'apprentissage et garantir l'autonomisation des filles. Les délégations ont noté que l'UNICEF et le Gouvernement finlandais organiseraient conjointement un sommet sur les innovations mondiales en faveur des enfants et des jeunes en novembre 2015.

43. Le Conseil d'administration a pris note du rapport sur les recommandations du Corps commun d'inspection (E/ICEF/2015/6) et a adopté la décision 2015/7 (voir annexe 2).

**B. Rapport annuel sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes pour 2014-2017 (point 4)**

44. Après des observations liminaires de la Directrice générale adjointe aux programmes, la Conseillère principale pour l'égalité des sexes et le développement a présenté le rapport (E/ICEF/2015/8).

45. Les délégations ont observé des progrès encourageants dans les domaines de la lutte contre les mariages précoces ou forcés, de la santé des adolescents et de la lutte contre les sévices sexuels et la violence sexiste. Ils ont convenu de la nécessité d'incorporer la problématique hommes-femmes dans les sept domaines retenus dans le plan stratégique pour parvenir à des résultats complets. Cette problématique devrait être davantage intégrée dans les activités de sensibilisation de l'UNICEF, tant sur le terrain que dans les instances multilatérales. Si en 2014, les dépenses liées à l'égalité des sexes représentaient 9,2 % de la totalité des dépenses afférentes aux programmes, ce chiffre était bien loin de l'objectif consistant à y consacrer 15 % d'ici à la fin de l'année 2017.

46. Une délégation a souligné que l'UNICEF devrait poursuivre le dialogue avec les gouvernements nationaux afin de s'assurer que la mise en œuvre de son plan d'action pour l'égalité des sexes tienne compte des particularités nationales et que les mesures qu'il préconise soient réalistes, pragmatiques et réalisables.

47. Un intervenant a salué les efforts déployés par l'UNICEF pour accroître le contrôle et la responsabilisation concernant les résultats des programmes nationaux en matière d'égalité hommes-femmes. Un autre participant s'est interrogé sur les mesures concrètes à prendre pour garantir que 100 % des plans de gestion des programmes de pays comportent des dispositions relatives à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes.

48. Les intervenants se sont dits satisfaits de la clarté avec laquelle le rapport avait recensé les défis au niveau international et ont demandé à être informés des mesures concrètes pour les prochaines étapes.

49. Concernant les effectifs et les ressources alloués à l'égalité des sexes, les délégations ont souhaité connaître l'augmentation exacte du nombre de spécialistes sur le terrain, demandé comment l'UNICEF avait l'intention de recruter de tels spécialistes au niveau de chaque pays et comment il comptait renforcer les moyens (capacité interne et ressources) affectés à cette importante mission. L'UNICEF devrait envisager de recruter du personnel spécialisé non seulement dans les questions d'égalité des sexes mais également dans l'un des domaines suivants : le VIH/sida, la nutrition, le programme Eau, assainissement et hygiène pour tous (WASH) et/ou l'éducation. Les délégations ont également demandé des informations complémentaires sur l'initiative pilote visant à développer les qualifications de femmes et de nationaux de pays de programme. Un intervenant a instamment demandé à l'UNICEF d'établir davantage de documents de réflexion fondés sur

l'analyse des faits afin de guider les États membres sur les questions de progrès en matière d'égalité des sexes, de recrutement et renforcement des capacités.

50. Les délégations, estimant que la relation entre les résultats individuels exposés dans le rapport et leur impact plus général n'apparaissait pas toujours clairement, ont demandé des informations complémentaires sur la collaboration nationale et internationale avec ONU-Femmes et suggéré d'inclure une section sur les partenariats dans les prochains rapports.

51. Les intervenants ont instamment demandé à l'UNICEF d'inclure une matrice de résultats et des critères de performance, conformément au plan d'action pour l'égalité des sexes. Au vu du présent rapport, il était difficile de se rendre compte si la mise en œuvre du plan était bien enclenchée.

52. Les délégations ont estimé que les rapports sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ne permettaient pas de savoir clairement quels objectifs l'UNICEF avait remplis. Il serait utile que l'UNICEF publie un rapport centré sur le système de classement des activités par degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes par domaine d'action du plan stratégique, qui permettrait de voir si l'UNICEF a réussi à intégrer la question de l'égalité hommes-femmes dans ses différents programmes. Il a été demandé à l'UNICEF de communiquer davantage d'informations sur le Plan d'action dans son rapport annuel et de promouvoir plus énergiquement la problématique hommes-femmes.

53. Une intervenante a décrit les efforts multisectoriels, associant plusieurs partenaires, que son gouvernement avait déployés pour mettre fin aux mariages d'enfants.

## **C. Coopération au titre des programmes de l'UNICEF (point 5)**

### **a) Approbation des descriptifs de programme de pays**

54. La Présidente a déclaré que, conformément à la décision 2014/1 du Conseil d'administration, les descriptifs de programme de pays seraient examinés et approuvés en une seule session selon la procédure d'approbation tacite. Les délégations avaient été invitées à communiquer leurs observations sur les descriptifs de programme de pays pour l'Arménie, l'Ouganda, le Turkménistan et le Zimbabwe du 23 mars au 10 avril 2015. Les observations reçues avaient été transmises aux bureaux des pays et régions concernés et aux gouvernements et, le cas échéant, pris en compte. Les versions définitives des descriptifs avaient été publiées sur le site Web du Conseil d'administration le 18 mai 2015.

55. Selon les procédures actuelles, les descriptifs ne feraient l'objet de plus amples débats que si cinq membres au moins du Conseil informaient le secrétariat par écrit qu'ils souhaitaient porter tel ou tel programme de pays devant le Conseil d'administration pour examen complémentaire. Le secrétariat n'ayant reçu aucune demande en ce sens, les descriptifs de programme de pays ont été approuvés selon la procédure d'accord tacite.

56. Le Directeur de la Division des programmes a fait des observations générales au sujet des quatre programmes de pays.

### **Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants**

57. Le Directeur régional a présenté les programmes de pays pour l'Arménie et le Turkménistan (E/ICEF/2015/P/L.7 et E/ICEF/2015/P/L.8).

58. Le représentant de l'Arménie a indiqué que les principaux points prioritaires soulignés dans le descriptif de programme de pays indiquaient clairement l'engagement conjoint renouvelé de mettre l'accent sur les enfants et les familles les plus vulnérables et marginalisées. L'élargissement de la base de financement du programme restera une priorité essentielle et devra inclure des mécanismes de cofinancement, en exploitant le potentiel du secteur privé et de la diaspora et collaborant avec de nouveaux donateurs. L'Arménie a élargi la base de ses partenariats, notamment avec les jeunes aux fins de l'élaboration conjointe de solutions pour le développement. Elle a également contribué au partage des connaissances et des documents sur les meilleures pratiques entre les pays de la région et en a bénéficié. Le programme pour l'Arménie continuera de faire l'objet d'investissements dans la coopération intersectorielle, dans une gamme complète de services, dont la protection sociale, et dans l'alignement des politiques sur les mesures de réformes nationales intégrées.

59. Le représentant du Turkménistan a déclaré que son pays avait beaucoup investi dans le secteur des services sociaux, notamment en faisant construire des centres de soins aux mères et aux enfants et des écoles maternelles, écoles primaires et établissements d'enseignement supérieur modernes. Le programme de pays pour le Turkménistan était conforme à la nouvelle stratégie nationale et au plan d'action pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (2015-2019) et son élaboration avait été guidée par les recommandations du Comité des droits de l'enfant et du Comité des droits des personnes handicapées.

60. Une délégation a fait observer qu'un partenariat constructif avait été établi entre l'UNICEF et les pays de cette région.

61. Une autre délégation a exprimé son soutien au programme de pays pour l'Arménie, qui met l'accent sur la lutte contre la mortalité infantile, l'amélioration du taux de scolarisation et la situation des enfants handicapés.

### **Afrique de l'Est et Afrique australe**

62. Le Directeur régional a présenté les descriptifs de programme de pays pour l'Ouganda et le Zimbabwe (E/ICEF/2015/P/L.10 et E/ICEF/2015/P/L.9).

63. Le représentant de l'Ouganda a déclaré que grâce au partenariat avec l'UNICEF et d'autres acteurs, le pays avait réalisé d'importants progrès dans les domaines des services de santé, de l'éducation, de la croissance économique et du développement social. Il restait cependant beaucoup à faire pour la survie et le développement des enfants, une riposte globale au VIH/sida, la protection de l'enfance et l'accès à une éducation de qualité. Le Gouvernement ougandais et l'équipe de pays des Nations Unies ont convenu d'adopter l'initiative « Unis dans l'action », qui contribuera au développement du capital humain et à l'exercice effectif des droits de l'enfant. Le Gouvernement et la population travailleront de concert avec l'UNICEF pour mettre en œuvre les points prioritaires du programme.

64. Le représentant du Zimbabwe a dit que l'UNICEF était l'une des entités les plus visibles et efficaces œuvrant dans le pays. Au moment de la crise de santé

publique de 2008-2009, alors que les besoins étaient immenses, l'UNICEF s'était montré à la hauteur du défi, prouvant ainsi l'utilité et la pertinence de l'Organisation des Nations Unies. Le programme de pays présenté aujourd'hui était le fruit de concertations avec le Gouvernement; en plus d'organiser la préparation aux crises et l'organisation des secours, il renforcerait les conditions du développement sur le long terme. Le Zimbabwe ne pourra profiter des bienfaits de la démocratie, créer des emplois et assurer un avenir durable à sa jeunesse qu'en investissant dans l'éducation, la santé et la transformation de son économie.

65. Le Conseil d'administration a approuvé les quatre programmes de pays par la décision 2015/8 (voir annexe 2).

**b) Prorogation de programmes de pays en cours**

66. La Présidente a déclaré que, conformément à sa décision 2009/11, le Conseil d'administration a été informé de la prorogation, pour un an, du programme de pays pour le Burkina Faso, le Mozambique, la Somalie et le Yémen. Le Conseil a été prié d'approuver la prorogation, pour un an, du programme de pays pour la Côte d'Ivoire, après une prorogation de deux ans, et la deuxième prorogation, pour un an, des programmes de pays pour le Liban et la Libye (E/ICEF/2015/P/L.11).

67. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2015/9 (voir annexe 2).

**D. Rapports d'évaluation, vues de l'administration  
et suite donnée par l'administration (point 6)**

**Rapport annuel de 2014 sur la fonction d'évaluation à l'UNICEF  
et vues de l'administration**

**Évaluation formative du système MoRES et suite donnée  
par l'administration**

68. Le rapport annuel sur la fonction d'évaluation (E/ICEF/2015/10) a été présenté par le Directeur du Bureau de l'évaluation. Le Directeur général adjoint chargé de la gestion a présenté la réponse de l'administration (E/ICEF/2015/EB/1).

69. L'évaluation formative du système MoRES a été présentée par le Directeur du Bureau de l'évaluation, et la réponse de l'administration par le Directeur de la Division des programmes.

70. Les délégations ont salué la progression constante de la qualité des évaluations menées par l'UNICEF, qui a prêté conjointement une attention plus grande à l'amélioration des résultats et à l'élaboration des réponses de l'administration, et la diminution du nombre d'évaluations faiblement notées, passées de 30 en 2009 à 2 en 2013. Elles ont félicité l'UNICEF de s'être employé à renforcer les évaluations et le suivi décentralisés ainsi que les évaluations au niveau national.

71. Les intervenants ont félicité l'UNICEF d'avoir renforcé l'indépendance du Bureau de l'évaluation et l'ont encouragé à continuer de lui allouer des fonds suffisants pour l'accomplissement de sa tâche. Il est positif que 0,5 % supplémentaires des fonds de programmation soient affectés aux évaluations, mais l'objectif de 1 % est encore loin d'être atteint. Les délégations ont appuyé la proposition de l'administration de cerner les goulets d'étranglement régionaux afin d'atteindre cet objectif.

72. Les intervenants ont salué le fait que le Bureau ait participé à des évaluations conjointes en 2014. Il était essentiel que les organismes des Nations Unies coopèrent et unissent leurs efforts pour tirer profit des expériences acquises et progresser davantage encore dans la réalisation de programmes communs cohérents, efficaces, pertinents, durables et respectueux des différents contextes nationaux.

73. Le Bureau de l'évaluation a été félicité pour sa participation à l'examen collégial de la fonction d'évaluation du Programme alimentaire mondial, et il lui a été demandé à quel moment la prochaine évaluation de l'UNICEF aurait lieu, la dernière remontant à 2006.

74. Les intervenants ont encouragé l'UNICEF à inciter les parties prenantes à participer davantage aux évaluations. Il était tout aussi important que le Fonds contribue, de concert avec d'autres entités, à renforcer la capacité des États membres à mener des évaluations conformes à leurs priorités et à leurs politiques. Une délégation a souligné qu'il était important de procéder aux évaluations aux moments les plus appropriés des cycles de programme si l'on voulait que des recommandations opportunes soient présentées à l'administration.

75. Un groupe de délégations a remarqué qu'à la fin de l'année 2014, plusieurs évaluations n'avaient pas été achevées, principalement parce que la priorité avait été donnée à des interventions humanitaires massives. Bien que pleinement conscientes de la lourde charge cette tâche constituait pour le personnel de l'UNICEF, ces délégations ont espéré que la cadence de mise en œuvre s'accélérait conformément au programme d'évaluation.

76. Les délégations ont observé que très peu d'évaluations portaient sur les partenariats et les activités de sensibilisation et souhaité qu'il y en ait davantage sur ces thèmes. Les activités de sensibilisation représentaient une part essentielle du travail de l'UNICEF et étaient indispensables à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les délégations ont également encouragé l'UNICEF à suivre les progrès dans des domaines transversaux tels que les droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'équité, où on a pu constater des lacunes.

77. Les intervenants ont salué la participation active de l'UNICEF au Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) ainsi qu'à l'initiative internationale pour des partenariats en matière d'évaluation. Le GNUE joue un rôle de plus en plus important, car il renforce la cohérence en établissant des normes et des règles communes et en élaborant et en diffusant des directives.

78. Il a été suggéré à l'UNICEF de communiquer les résultats de ses évaluations dans tout le Fonds et de suivre la mise en œuvre des recommandations. Les délégations ont convenu du fait que le taux de réponse de l'administration aux évaluations avait beaucoup progressé ces dernières années : il avait atteint 92 % en 2013 alors que le niveau de référence de 2009 était de 10 %. En revanche, les déficiences dans la formulation des recommandations, le manque d'appropriation par les parties prenantes, les lacunes dans la communication et l'insuffisance des capacités restaient des points à améliorer. Les intervenants ont encouragé l'UNICEF à faire en sorte que les mesures correctives proposées, telles que les consultations internes, ne compromettent pas le partenariat entre le Bureau de l'évaluation et le personnel de l'UNICEF chargé des opérations et de la communication. Il était important que des mesures et des procédures soient mises en place et communiquées

au personnel et aux consultants chargés des évaluations afin de garantir l'indépendance du Bureau de l'évaluation.

79. Les délégations se sont dites satisfaites de voir que l'UNICEF avait suivi et mené à bien les mesures requises par le Conseil d'administration lors de la session annuelle de l'année précédente. Le rapport fournissait des informations sur la mise en œuvre du plan des évaluations thématiques mondiales et sur les mesures prises pour appliquer la politique d'évaluation révisée et donnait des directives sur la couverture de l'évaluation. À l'avenir, il serait souhaitable que les informations et analyses présentées dans les rapports soient plus lisibles et systématiques. Les rapports pourraient également donner une meilleure vision d'ensemble, en fournissant des explications plus détaillées sur la fonction d'évaluation centralisée et sur les évaluations décentralisées.

80. Des délégations ont jugé positif que des rapports d'évaluation individuels, tels que l'évaluation formative du système MoRES, soient présentés lors des séances du Conseil d'administration. Ils contribuaient, dans la limite des ressources existantes, à l'amélioration constante du système MoRES, notamment grâce à une meilleure prise en compte des particularités de chaque pays et en s'assurant que les programmes sont conformes aux priorités nationales.

81. Le Directeur du Bureau de l'évaluation a répondu aux commentaires et dit qu'il était probable que le GNUE accepte d'effectuer un examen collégial de la fonction d'évaluation à l'UNICEF.

82. L'administration de l'UNICEF a fait savoir à tous les responsables des budgets des bureaux régionaux et des bureaux de pays qu'il était indispensable que l'UNICEF atteigne l'objectif de 100 % fixé pour les activités d'évaluation. Des tableaux de bord avaient été mis au point et étaient utilisés afin de suivre la réalisation de cet objectif.

83. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2015/10 (voir annexe 2).

## **E. Rapport annuel de 2014 du Bureau de l'audit interne et des investigations de l'UNICEF au Conseil d'administration et suite donnée par l'administration (point 7)**

### **Rapport annuel de 2014 du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF**

84. Le rapport (publié sous la cote E/ICEF/2015/AB/L.2) a été présenté par la Directrice du Bureau de l'audit interne et des investigations. La réponse de l'administration (publiée sous la cote E/ICEF/2015/AB/L.3) a été présentée par le Directeur général adjoint chargé de la gestion. Le rapport annuel de 2014 du Comité consultatif pour les questions d'audit était disponible sur le site Web du Conseil d'administration.

85. Un groupe de délégations a dit que les rapports montraient au Conseil d'administration que les deux fonctions (audit interne et investigations) permettaient un contrôle indépendant et objectif de l'UNICEF et que l'organisation disposait généralement de mécanismes adéquats et efficaces en matière de gouvernance et de gestion et contrôle des risques. Elles se sont félicitées de la démarche stratégique du

Bureau concernant la planification fondée sur les risques, qui tirait le meilleur parti des ressources limitées et donnait la priorité à l'audit des domaines qui présentaient le plus de risques pour l'organisation.

86. Compte tenu de la modicité des ressources et de la complexité des opérations de l'UNICEF, elles ont encouragé tous les organes d'audit, interne ou externe, à améliorer l'efficacité et l'efficacité de leurs activités en partageant leurs plans de travail annuels d'audit. Il serait utile que les rapports du Bureau fassent l'objet d'observations sur l'adéquation et l'efficacité générales des mécanismes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle. Ces observations prendraient la forme d'opinions qui ne porteraient que sur la partie de l'audit consacrée à l'évaluation des risques.

87. Il serait utile également que les responsables des fonctions audit et contrôle indiquent dans les futurs rapports au Conseil d'administration s'ils disposent de ressources suffisantes. Les délégations ont encouragé tous les organes d'audit à poursuivre leur collaboration avec les États Membres et leurs homologues pour échanger les pratiques optimales, traiter des questions d'intérêt commun et recenser les possibilités de gains d'efficacité et d'économies.

88. Elles ont également encouragé l'UNICEF à présenter l'évolution comparative des résultats d'audit dans ses futurs rapports annuels et à coopérer avec d'autres fonds et programmes qui utilisaient des méthodes de notation différentes, afin d'améliorer la cohérence des rapports d'audit à l'échelle du Système des Nations Unies pour le développement.

89. Elles ont exhorté l'UNICEF à donner la priorité aux domaines à haut risque, à savoir la gestion axée sur les résultats et la communication d'informations, la gouvernance et le principe de responsabilité, et l'approvisionnement et la logistique, et espéré constater des améliorations en 2015. Elles ont demandé une analyse plus détaillée des rapports d'audit laissant à désirer, dans l'objectif de dégager des conclusions qui pourraient s'appliquer à d'autres domaines dans les bureaux de pays et d'aider à repérer les carences constatées dans l'ensemble du Fonds.

90. En ce qui concerne l'augmentation sensible des ressources financières allouées à l'UNICEF et l'ampleur croissante des opérations humanitaires, elles ont demandé si ces changements avaient des incidences sur les mécanismes de contrôle de l'UNICEF, ainsi que sur la façon dont le Fonds pourrait faire face à ce problème. Elles ont prié instamment l'UNICEF de veiller à ce que des ressources suffisantes soient affectées à la mise en œuvre de systèmes de contrôle efficaces.

91. Les délégations ont également prié instamment l'UNICEF de continuer à intensifier les activités de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires, afin qu'ils puissent appliquer pleinement toutes les politiques et procédures. Tout comme le Comité consultatif pour les questions d'audit, elles sont convenues de l'importance de la gestion du changement et ont exhorté l'UNICEF à faire en sorte que la mise en place de nouveaux processus et systèmes s'accompagne d'une formation et d'un appui à l'administration appropriés. Elles ont salué les efforts de l'administration visant à améliorer les orientations fournies aux bureaux de pays au sujet de la gestion axée sur les résultats et l'élaboration d'un nouveau programme de formation en ligne sur ce sujet. Toutefois, les auditeurs auraient dû recommander depuis longtemps de réviser les politiques budgétaires, ainsi que

d'élaborer et de diffuser une stratégie d'exécution des budgets des programmes et de fonctionnement de l'UNICEF qui soit axée sur les résultats.

92. Davantage de recommandations d'audit étaient restées sans suite depuis plus de 18 mois et les délégations espéraient que l'administration serait déterminée à les appliquer intégralement dans les délais prescrits. Les investigations encore en suspens à la fin de 2014 concernaient principalement des allégations de fraude, de corruption et autres irrégularités et exigeaient beaucoup de ressources et de temps. Les délégations ont prié instamment l'UNICEF de mettre à disposition les mécanismes et les ressources nécessaires pour traiter ces affaires de manière encore plus efficace, afin d'appliquer intégralement la politique de tolérance zéro en matière de comportement répréhensible, de fraude et de corruption.

93. Tout comme en 2013, les investigations pour comportement répréhensible portaient le plus souvent sur des fraudes ou l'utilisation abusive par des tiers de fonds destinés aux programmes. Les délégations ont souligné qu'il était de la plus haute importance que l'UNICEF renforce sa capacité à gérer les partenaires d'exécution et la capacité de ses partenaires à se conformer aux normes et procédures convenues. Elles ont encouragé l'UNICEF à partager l'information avec d'autres entités des Nations Unies œuvrant dans les mêmes pays, en particulier en ce qui concernait les fournisseurs placés sur liste noire.

94. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2015/11 (voir annexe 2).

## **F. Rapport de 2014 du Bureau de la déontologie de l'UNICEF (point 8)**

95. Le rapport (publié sous la cote E/ICEF/2015/9) a été présenté par le Conseiller principal en déontologie.

96. Les délégations ont rendu hommage à la contribution essentielle du Bureau, qui favorisait un sens de la déontologie, de l'intégrité et de la responsabilité dans l'ensemble de l'UNICEF. Elles ont salué le Directeur général et l'équipe de direction pour leur rôle moteur, leur soutien et leur attachement aux travaux du Bureau de la déontologie, ainsi que pour leur conduite exemplaire. Elles ont encouragé l'administration à veiller activement à ce que tous les fonctionnaires connaissent bien les politiques et les procédures qui protégeaient leur droit à signaler les problèmes sans crainte de représailles.

97. L'augmentation du nombre de demandes de protection contre d'éventuelles représailles adressées au Bureau de la déontologie, qui était passé de deux en 2013 à sept en 2014, montrait que les fonctionnaires avaient foi dans les mécanismes de lutte contre les comportements répréhensibles dans l'organisation et que les initiatives visant à faire connaître les politiques étaient efficaces.

98. Les intervenants ont applaudi l'administration pour avoir inclus dans le Sondage mondial du personnel un indicateur de performance qui montrait dans quelle mesure les fonctionnaires osaient signaler les problèmes, bien que seuls 51% d'entre eux aient dit avoir l'impression de travailler dans un environnement qui soutenait la culture du « parler franchement ». Ils ont demandé des renseignements sur les nouvelles mesures prises afin de renforcer cette culture. La diversité croissante des demandes d'avis reçues par le Bureau de la déontologie montrait le

succès des efforts visant à mieux faire connaître la déontologie de la fonction publique internationale et les méthodes pour éviter ou atténuer les conflits d'intérêt.

99. Les délégations ont félicité le Bureau de la déontologie d'avoir lancé l'initiative visant à former des facilitateurs de dialogue éthique et attendaient avec intérêt le lancement du nouveau cours de sensibilisation à la déontologie. Elles ont noté avec satisfaction que le programme de formation à la déontologie comprenait désormais un guide concret sur la façon de documenter les incidents dans lesquels il y a présomption de harcèlement. Afin que l'administration puisse donner l'exemple, il était essentiel d'inclure des informations sur le rôle des responsables dans la promotion d'un environnement de travail respectueux et harmonieux.

100. Un orateur a fait observer le succès du dispositif de transparence financière : non seulement il avait atteint un taux de conformité de 100 %, mais plus de fonctionnaires avaient d'eux-mêmes indiqué, dans leur déclaration, des mesures d'atténuation appropriées en cas de conflit d'intérêt, ce qui était la preuve d'une meilleure connaissance des politiques et procédures. Toutefois, 20 % des participants à l'opération de vérification n'avaient pas inclus les pièces demandées. Le Bureau de la déontologie devrait diffuser aux fonctionnaires des instructions soulignant l'importance d'une déclaration complète.

101. Une délégation a exprimé son appui à la politique de tolérance zéro en matière de fraude et à l'adoption de mesures de lutte contre cette infraction, détournement de fonds par des tiers y compris, et contre les comportements répréhensibles du personnel, le harcèlement et l'abus de pouvoir, pratiques qui nuisaient toutes aux activités et à l'image du Fonds.

## **G. Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF (point 9)**

102. Le Président a remercié les délégations d'avoir exprimé leurs condoléances à l'occasion du décès de quatre fonctionnaires de l'UNICEF et d'autres personnes en Somalie et d'avoir adressé des témoignages de sympathie envers les blessés.

103. Les résultats du Sondage mondial du personnel effectué à la fin de 2014 avaient révélé que les fonctionnaires de l'UNICEF étaient très satisfaits de leur environnement de travail. Le personnel avait également indiqué des problèmes, tels qu'une autonomie limitée, la nécessité de renforcer la direction et la gestion des bureaux, de favoriser une culture d'ouverture, de partager la charge de travail et d'éliminer les doubles emplois, d'élargir les perspectives de carrière et de perfectionnement professionnel et d'améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

104. En vue de l'ouverture du Centre mondial de services partagés, une stratégie globale de gestion des ressources humaines avait été mise en place pour amortir les effets de la transition sur les quelque 200 membres du personnel concernés. Le Directeur général avait étendu la stratégie à l'ensemble du personnel dont les postes devaient être supprimés, ce qui avait permis de maintenir en fonctions de nombreux membres du personnel qui autrement auraient été sans protection.

105. L'attaque perpétrée en Somalie avait montré l'incroyable dévouement du personnel de l'UNICEF qui travaillait dans des conditions difficiles. Le personnel attendait du Conseil d'administration qu'il fasse tout son possible, y compris

s'adresser aux plus hautes instances de l'ONU, pour assurer sa protection. Tout devrait être fait pour protéger le personnel travaillant dans des contextes instables.

106. Une question connexe était l'absence d'une politique de rotation du personnel dans les lieux d'affectation en état de crise ou les lieux d'affectation familiale non autorisée en zone de conflit. Une politique avait été élaborée et on pouvait espérer qu'elle serait mise en œuvre dans l'année. Dans un souci d'équité, la politique actuelle, qui portait sur les administrateurs recrutés sur le plan international, devrait être étendue aux membres du personnel recruté sur le plan national.

107. La question de la sécurité de l'emploi était importante pour les membres du personnel de l'UNICEF, dont beaucoup étaient toujours confrontés au problème des contrats de courte durée. L'Association mondiale du personnel souhaitait que les perspectives financières encourageantes du Fonds se traduisent par des contrats d'embauche de deux ans minimum pour l'ensemble du personnel, sans engagement à titre permanent ou continu.

108. De nombreux membres du personnel de l'UNICEF travaillant sur le terrain n'avaient pas accès à des services de santé adéquats. L'Association travaillait de concert avec l'administration pour trouver des solutions adaptées et rendrait compte des progrès accomplis à la prochaine session annuelle du Conseil d'administration.

109. Les fonctionnaires qui travaillaient dans des pays à revenu intermédiaire et élevé s'inquiétaient de perdre leur emploi, étant donné que le rôle de l'UNICEF dans ces pays avait changé. L'Association aimerait que l'administration prenne une position claire quant à l'appui à apporter à ces fonctionnaires grâce à des programmes de formation et autres mesures.

## **H. Rapports sur les visites du Conseil d'administration sur le terrain (point 10)**

### **Visite sur le terrain du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie orientale et le Pacifique (Bangkok), et de la Malaisie, du 27 mars au 3 avril 2015**

110. Le rapport (E/ICEF/2015/EB/3) a été présenté par M<sup>me</sup> Laura Elena Flores Herrera, Représentante permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Présidente du Conseil d'administration. Elle a déclaré que la séance de réflexion consacrée à l'équité avait permis de rappeler que dans un pays tel que la Malaisie, l'UNICEF devrait s'efforcer non seulement de faciliter l'accès aux services pour tous les enfants mais également d'en améliorer la qualité.

111. La visite du Bureau régional a permis aux membres du Bureau de replacer dans son contexte sa visite sur le terrain dans une région composée de certaines des économies connaissant la croissance la plus rapide dans le monde, où une personne sur quatre est un enfant et où l'UNICEF compte 14 bureaux de pays couvrant 28 pays. Le Bureau régional a encouragé la mobilisation des ressources ainsi que l'élaboration des programmes et soutenu, de plus en plus, les augmentations temporaires de capacités en cas de crise humanitaire.

112. En Malaisie, pays à revenu intermédiaire en cours de transition vers la catégorie des pays à revenu élevé, l'UNICEF a parfaitement suivi l'évolution du pays, en s'adaptant bien à son développement rapide et à son environnement changeant, et s'est concentré sur les activités de sensibilisation et d'organisation. Le

Bureau a observé des exemples de ces nouvelles approches et stratégies de participation, notamment les activités de plaidoyer utilisant des données ventilées par sexe, les travaux sur les questions de fond en vue de l'élaboration d'une politique nationale relative à l'éducation non traditionnelle pour tous les enfants et la promotion de nouveaux modèles de financement et de partenariats novateurs avec le secteur privé. Le Programme de pays concernant la Malaisie étant essentiellement autofinancé, les fonds reçus du secteur privé malaisien ont pu également profiter aux enfants d'autres pays de la région et du reste du monde.

113. Une présentation vidéo a suivi.

114. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a déclaré que son pays entretenait des relations bilatérales très solides avec la Malaisie. Il proposerait à son gouvernement d'envisager une coopération avec les partenaires issus du secteur privé qui investissent en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

#### **Visite du Conseil d'administration à Madagascar, du 13 au 17 avril 2015**

115. Le rapport (E/ICEF/2015/EB/4) a été présenté par M. Stephan Tafrov, Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le programme proposait des rencontres de haut niveau et d'autres activités à Antananarivo, la capitale, ainsi que des visites des départements de Fénérive-Est et Tamatave. La délégation a été reçue par le Premier Ministre, qui s'est montré vivement concerné par les problèmes touchant les enfants dans son pays.

116. La délégation a appris que l'UNICEF jouait un rôle décisif dans les domaines de la santé, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous, de l'éducation et de la nutrition, en particulier dans le domaine de la lutte contre la malnutrition chronique aiguë qui affecte les enfants du sud du pays, zone en proie à une grave sécheresse. La délégation a pris note avec satisfaction de la collaboration fructueuse entre l'UNICEF et le Gouvernement. Elle a insisté sur la précarité de la situation des femmes et des enfants à Madagascar, un des pays les plus pauvres du monde et émergent de cinq années d'isolement international, et a encouragé les donateurs à participer à une conférence de donateurs qui se tiendra à Paris au mois de novembre.

117. Une présentation vidéo a suivi.

### **I. Questions diverses (point 11)**

#### **Liste provisoire des points de l'ordre du jour**

118. Le Secrétaire du Conseil d'administration a présenté l'ordre du jour provisoire de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil d'administration, qui doit se tenir du 8 au 11 septembre.

### **J. Adoption des projets de décision (point 12)**

119. Le Conseil d'administration a adopté les décisions 2015/7 à 2015/11 (voir annexe 2).

120. S'agissant de la décision 2015/7, une délégation a noté qu'outre le Cadre intégré de résultats et de ressources, le Plan stratégique devait également être pris en compte dans l'élaboration des prochains rapports annuels du Directeur général.

**K. Prix du personnel de l'UNICEF et déclarations finales du Directeur général de l'UNICEF et du Président du Conseil d'administration (point 13)**

121. Le Directeur général a annoncé les noms des lauréats du prix du personnel de l'UNICEF pour 2015 :

a) L'équipe UNICEF de lutte contre Ebola, y compris les membres du personnel travaillant dans les bureaux de pays en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, le Bureau régional et le personnel déployé par le siège. Réponse humanitaire et développement à long terme allant de pair, leurs efforts ont permis de sauver des milliers de vies et de renforcer les systèmes locaux de soins de santé primaires. L'UNICEF a reconnu et salué les sacrifices personnels de chacun des membres de l'équipe ainsi que leur lutte contre ce virus mortel;

b) Le personnel du Bureau de Gaza, qui a travaillé sans relâche et avec courage tout au long des 51 jours qu'a duré la guerre de Gaza, en juillet et août 2014. Les membres du personnel de l'UNICEF se sont occupés, et continuent à le faire, non seulement des enfants mais également de l'ensemble des populations touchées par le conflit, encourageant la reprise du chemin de l'école, réparant les canalisations et les systèmes d'assainissement et offrant aux enfants l'appui psychosocial nécessaire compte tenu de tout ce qu'ils ont enduré et vu. Les efforts déployés par l'équipe illustrent l'étendue des situations dans lesquelles l'UNICEF intervient en faveur des enfants qui sont en danger dans le conflit. L'intervenant a remercié les membres de l'équipe pour leur dévouement, leur persévérance et leur courage;

c) La collaboration entre le Groupe des états de paie (Division des ressources humaines) et la trésorerie (Section du budget), qui a permis de veiller à ce que les 12 000 membres du personnel reçoivent leur salaire en temps voulu. L'équipe a mis au point un nouveau mécanisme novateur permettant d'assurer sans retard la rémunération des membres du personnel, même dans les rares cas où des processus budgétaires n'avaient pas encore été achevés. Compte tenu de leur dévouement en faveur des enfants du monde, les fonctionnaires de l'UNICEF méritent de jouir des meilleurs services et d'être soutenus.

122. Pour conclure, le Directeur général a déclaré que la séance de réflexion consacrée à l'équité avait été utile et très encourageante. Malgré la brutalité et les divisions qui caractérisent de plus en plus le monde actuel, il s'agit à présent d'aller de l'avant. Avec l'aide et les indications du Conseil d'administration, l'UNICEF fera de son mieux pour satisfaire les besoins des enfants victimes de privations et d'inégalités.

123. Le Président a dit que le Conseil avait accompli beaucoup en peu de temps. Accorder la priorité à l'équité a dynamisé l'action de l'UNICEF dans tous les domaines et permis de traiter l'ensemble des points de l'ordre du jour de la session. Bien que la compréhension mondiale de l'égalité et des inégalités ait progressé, beaucoup d'enfants du monde entier, dans tous les milieux sociaux, ont toujours un

sort difficile. Particulièrement utile, la ventilation des données a révélé les disparités cachées qui privaient des milliards d'enfants de leurs droits.

124. Le Conseil d'administration semble être parvenu à un consensus : l'équité, et notamment en ce qui concerne les enfants les plus vulnérables, étant l'un des moteurs du développement durable, elle doit faire partie intégrante des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015.

125. Les décisions adoptées lors de cette session renforceront la capacité de l'UNICEF de tirer des enseignements et d'améliorer ses propres travaux ainsi que ceux de ses partenaires, et de continuer à améliorer l'efficacité de ses programmes et initiatives.

126. Le Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF a évoqué les domaines présentant une importance particulière pour le personnel, parmi lesquels la sûreté et la sécurité du personnel. La disparition tragique, en Somalie, de quatre fonctionnaires dévoués ainsi que la mort et les blessures de plusieurs autres ont profondément affecté l'ensemble des membres du Conseil d'administration. Le Comité a félicité le personnel de l'UNICEF pour le travail accompli, y compris dans des situations extrêmement instables, à une époque où le danger guette toujours plus les enfants, les familles et le personnel humanitaire.

## Annexe 1

### Séance de réflexion consacrée à l'égalité

1. Le Conseil d'administration était saisi d'une note d'information ainsi que d'un document de séance intitulé « L'égalité des chances pour tous les enfants ».
2. La séance a été ouverte par M<sup>me</sup> Rebeca Grynspan, Secrétaire générale du Secrétariat général ibéro-américain, ancienne Administratrice associée du PNUD et Vice-Présidente du Costa Rica. Elle a déclaré que les progrès observés au cours des 20 dernières années montraient que le changement était possible et dépendait des choix politiques. Si les premiers progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concernaient surtout les moyennes, la communauté internationale a depuis appris que dans les sociétés inégalitaires, les moyennes cachent plus que ce qu'elles montrent. La croissance économique n'a pas effacé les disparités. Outre celles engendrées par l'inégale répartition des revenus (inégalités verticales), des inégalités horizontales persistent entre les individus en raison de leur race, de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur handicap, ainsi qu'entre les populations en raison de leur emplacement ou de la ségrégation à l'œuvre dans les villes et de l'aménagement du territoire. Le lien entre les inégalités verticales et horizontales est le moteur de l'exclusion, de la marginalisation et de l'inégalité, perpétuant la transmission de la pauvreté et des inégalités de génération en génération.
3. Au cours des 20 dernières années, l'Amérique latine a pris des mesures importantes afin de réduire les écarts et d'investir dans la gestion du capital humain sur le long terme. L'accès à la santé, à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'à l'éducation s'est considérablement élargi, incluant désormais les populations rurales et autochtones extrêmement pauvres. Les investissements consacrés à l'éducation de la petite enfance, notamment en ce qui concerne le développement cognitif, et l'accès aux écoles maternelles ont souvent permis de lutter contre les inégalités. Au cours des 10 dernières années, les dépenses sociales ont augmenté de quatre points de pourcentage. La qualité de l'investissement social s'est également améliorée, notamment en ce qui concerne la planification, la conception et le suivi des politiques sociales ainsi que l'établissement d'institutions sociales plus solides et de meilleure qualité. L'exemple le plus éloquent est celui des programmes de transferts monétaires assortis de conditions qui, selon des études, ont stimulé l'utilisation des services d'éducation et de santé et amélioré l'état nutritionnel des enfants. En 2014, plus de 100 millions de Latino-Américains ont bénéficié de ces programmes. Outre un contexte international favorable, des politiques sociales et des transferts sociaux plus solides et plus progressifs ont fait reculer l'inégalité. Ce sont les bons choix politiques plutôt que la croissance économique qui ont été le facteur principal de réduction des inégalités.
4. En exemple, l'oratrice a cité son propre pays, le Costa Rica, un pays pauvre qui a atteint un haut niveau de développement social grâce à des choix politiques précis. Assortis d'un engagement social en faveur de l'équité, d'une faible tolérance pour l'inégalité et de partenariats entre les acteurs internationaux, nationaux et locaux ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé, les politiques publiques peuvent faire des miracles.
5. M. Kevin Jenkins, Administrateur de World Vision International, s'est exprimé au nom de Child Fund Alliance, Plan International, Save the Children et SOS

Children's Villages. Il a reconnu les efforts considérables déployés par le Directeur général afin de recentrer la démarche programmatique de l'UNICEF sur l'équité. Les institutions ont reconnu l'inégalité comme l'un des plus gros risques pesant sur le bien-être de l'enfant et se sont engagées à s'y attaquer.

6. Le bien-être des enfants constitue probablement l'indicateur le plus important en matière de mesure du développement social et il est presque impossible de réparer les dégâts s'il n'est pas protégé dès les premières années de vie. Aucune formule unique n'a suffi à rétablir l'équilibre : survie, bonne santé et nutrition, éducation de qualité et protection contre la violence représentent autant de facettes d'une action globale en faveur des enfants.

7. L'inclusion, par le Groupe de travail ouvert sur le développement durable, d'un objectif de réduction de l'inégalité et l'importance croissante prise par les questions relatives aux enfants dans les négociations en vue de la Conférence internationale sur le financement du développement sont encourageantes. Afin de réussir, il conviendra d'étudier de près l'impact sur les enfants des objectifs, cibles et indicateurs, et faire de cette vision une réalité nécessitera un encadrement solide ainsi que des campagnes de mobilisation éclairées. Les institutions ont salué la création, dans le cadre des objectifs de développement durable, du Groupe d'Amis sur le sort des enfants et ont suggéré à ses membres d'envisager d'en faire un ardent défenseur des enfants au cours des années à venir.

8. Les délégations ont vivement exprimé leur soutien en faveur du recentrage autour de l'équité et ont félicité le Directeur général pour son rôle de chef de file dans ce domaine. Plusieurs se sont déclarées satisfaites de la note d'information. D'un commun accord, les intervenants ont reconnu que la pauvreté, la faim et la malnutrition, l'impact grandissant des maladies, le faible développement humain et l'exclusion des pauvres de la justice sociale et des services sociaux étaient liés à l'accroissement des inégalités. Les investissements réalisés dans des domaines dont les profits peuvent être largement partagés, tels que l'éducation, les soins de santé et les infrastructures, ont permis d'améliorer les chances de tous. Les inégalités entravant le développement des populations et des pays, si l'on n'y porte pas remède, elles risquent de condamner les générations futures à la pauvreté. Le principe de l'équité doit s'appliquer non seulement à l'intérieur des pays, mais également entre les nations et les régions.

9. Un groupe de délégations a indiqué que l'équité faisait clairement partie de la Convention relative aux droits de l'enfant. Tous les gouvernements sont tenus d'accorder une attention particulière aux enfants les plus défavorisés et de s'efforcer de réduire les inégalités qui existent entre les enfants. Ils devraient être priés de rendre compte de ces efforts dans leurs rapports périodiques au Comité des droits de l'enfant et l'UNICEF devrait porter cette question à l'attention du Comité. Un autre orateur a précisé que l'association d'une approche fondée sur les droits et d'une réflexion sur l'équité représentait une puissante combinaison en faveur de l'épanouissement et de l'exercice des droits pour tous.

10. La réduction des inégalités entre les enfants étant obligatoire pour tous les pays signataires de la Convention, les efforts déployés dans ce domaine ne doivent plus être seulement l'affaire de l'UNICEF et d'un petit nombre d'ONG internationales. Les gouvernements et les organisations de la société civile doivent également prendre des mesures concrètes afin de réduire les écarts. À terme, l'UNICEF devrait mener davantage d'activités de plaidoyer et de soutien.

11. Plusieurs délégations ont évoqué les activités menées par leur gouvernement, en partenariat avec l'UNICEF, afin de faire reculer les inégalités, notamment la réduction de la malnutrition infantile au Guatemala, la prise en charge des familles en situation d'extrême pauvreté au Panama, la mise en place de stratégies portées sur l'enfance en matière de protection sociale au Kazakhstan, l'appui aux victimes du conflit armé en Colombie, l'utilisation du système MoRES afin de déterminer et d'éliminer les goulots d'étranglement en ce qui concerne les programmes intégrés de santé périnatale et de nutrition de l'enfant en Égypte, et l'assistance aux populations n'ayant pas accès aux services de base et vivant dans des bidonvilles et autres zones urbaines du Bangladesh.

12. Le représentant du Groupe des États d'Afrique a observé qu'en dépit des bons résultats enregistrés par l'Afrique en matière de développement humain et de croissance économique, une grande partie de la population africaine, et surtout d'enfants, subissait toujours la pauvreté et l'exclusion. L'UNICEF devrait allouer davantage de ressources générales aux programmes de pays en Afrique et s'appuyer sur des partenariats avec les institutions et organisations africaines afin d'accroître la capacité de l'Afrique d'agir grâce à ses propres institutions. Tout en reconnaissant l'universalité du mandat de l'UNICEF, le Groupe a demandé instamment que les principes directeurs de l'UNICEF en matière de programmes et d'allocation de ressources restent centrés sur les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés.

13. Un orateur a déclaré qu'en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, régions regroupant la majorité des enfants du monde, des difficultés considérables persistaient, notamment en ce qui concerne la santé et la survie des nouveau-nés, les retards de croissance, l'éducation, la défécation à l'air libre et les maladies infantiles, touchant de manière disproportionnée les enfants et les communautés les plus défavorisés. Une autre délégation a invité l'UNICEF, les partenaires et les donateurs à veiller à ce que les ressources soient allouées en priorité aux pays à faible revenu, à ceux en proie à un conflit ou sortant d'un conflit et aux zones de crise humanitaire.

14. Le représentant de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) a dit que le souci de l'équité renforçait le caractère universel des droits de l'enfant. Essentiellement composée de pays à revenu intermédiaire, la région continue à se heurter à des difficultés majeures, parmi lesquelles la pauvreté, l'inégalité et certains facteurs culturels et sociaux tels que la discrimination raciale ou les inégalités entre les sexes. Celles-ci ont en outre été aggravées par les multiples problèmes liés à la violence, le crime organisé et le trafic de drogues. La migration massive d'enfants et d'adolescents, garçons et filles, accompagnés ou non, étant particulièrement inquiétante, les efforts déployés pour remédier à la situation doivent s'appuyer sur une coordination entre les pays et les organisations internationales comme l'UNICEF.

15. La présence de l'UNICEF sur place était essentielle pour la région, en particulier parce qu'elle a contribué à créer des synergies, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud et triangulaire, afin de renforcer les initiatives nationales et locales de développement. Comme dans les pays à revenu intermédiaire qui seront bientôt des pays à revenu élevé un nombre considérable d'enfants subissent de multiples formes de privations, l'UNICEF devrait continuer à s'efforcer de répondre aux objectifs et aux besoins particuliers de tous les pays en développement, même ceux à revenu intermédiaire. En ce qui concerne ceux-ci, lors de l'examen à

mi-parcours du Plan stratégique, l'UNICEF devrait promouvoir des modèles d'engagement novateurs tenant compte du contexte national et revoir la formule utilisée pour allouer des ressources afin de ne plus la limiter au critère de revenu.

16. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de l'amélioration des données et des indicateurs dans la lutte contre les inégalités et de la correction de l'analyse et de l'interprétation des données. On a salué le rôle précurseur joué par l'UNICEF dans l'optimisation de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation des données relatives aux enfants. Une délégation a préconisé la mise en place de systèmes et de mécanismes de suivi de la situation des enfants, en particulier concernant l'enregistrement des naissances au moyen des registres et des statistiques de l'état civil, afin de leur permettre d'accéder à des services tels que la santé et l'éducation et d'améliorer leurs chances d'être retrouvés s'ils sont séparés de leur famille.

17. Les plus pauvres et les plus vulnérables doivent être placés au cœur du programme de développement pour l'après-2015, qui devrait inclure, par exemple, une action contre les mariages d'enfants, précoces et forcés. Il convient donc de s'employer, collectivement, à traduire cet engagement en actions concrètes sur le terrain.

18. Plusieurs délégations ont souligné l'importance des partenariats dans la stratégie axée sur l'égalité, insistant notamment sur la nécessité d'analyser ceux déjà en place et d'en établir de nouveaux.

19. Un groupe de délégations a indiqué regretter que le lien existant entre le document de séance et l'examen de l'évaluation formative du système de suivi des résultats pour l'équité (MoRES) n'ait pas été clairement mis en évidence. Cet examen propose une excellente analyse des points forts et des points faibles de cette approche. Elles ont recommandé que le système MoRES soit converti en une approche plus souple, que l'UNICEF prête davantage attention aux activités de renforcement des capacités au sein des ministères compétents et des organisations de la société civile, que l'UNICEF élargisse son engagement en faveur des enfants et que l'UNICEF déploie davantage d'efforts dans les situations de conflit et les zones instables en renforçant la résilience des populations défavorisées ainsi que les mécanismes d'adaptation.

20. La séance de réflexion s'est conclue avec des remerciements adressés par le Directeur général à M<sup>me</sup> Grynspan pour sa précieuse contribution ainsi qu'aux délégations pour leurs interventions constructives et riches en informations. Il a observé que pour briser le cercle vicieux de l'inégalité des chances et des résultats, il était essentiel d'investir dans les enfants, notamment les plus défavorisés.

## Annexe 2

### Décisions adoptées par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle de 2015

2015/7

#### Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2014, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet

##### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend acte* du Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : exécution et résultats obtenus en 2014, notamment rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (E/ICEF/2015/5 et E/ICEF/2015/5/Add.1);
2. *Décide* de transmettre le rapport susmentionné au Conseil économique et social, assorti des observations et des orientations que les délégations auront formulées à la session en cours;
3. *Prie* l'UNICEF de mettre, pour l'avenir, les rapports annuels du Directeur général en relation avec le cadre intégré de résultats et de ressources, et demande à l'UNICEF de mettre en place, en consultation avec les membres du Conseil d'administration, un tableau de bord des résultats en matière de développement et de performance institutionnelle;
4. *Prie également* l'UNICEF d'introduire, dans le compendium des données, des données ventilées par groupes de pays.

*Session annuelle  
18 juin 2015*

2015/8

#### Descriptifs de programme de pays

##### *Le Conseil d'administration*

1. *Note* que les descriptifs de programme de pays, y compris les budgets indicatifs globaux, pour l'Arménie, l'Ouganda, le Turkménistan et le Zimbabwe (E/ICEF/2015/P/L.7 à L.10) ont été mis à la disposition des États Membres pour commentaires et contributions du 23 mars au 10 avril 2015, conformément à sa décision 2014/1 sur la modification des procédures d'examen et d'approbation des descriptifs de programme de pays;
2. *Approuve*, selon la procédure d'approbation tacite et conformément à sa décision 2014/1, les descriptifs de programme de pays, y compris les budgets indicatifs globaux, pour l'Arménie, l'Ouganda, le Turkménistan et le Zimbabwe (E/ICEF/2015/P/L.7 à L.10).

*Session annuelle  
17 juin 2015*

## 2015/9

### Prorogations de programmes de pays en cours

#### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend note* de la première prolongation, pour un an, des programmes de pays pour le Burkina Faso, le Mozambique, la Somalie et le Yémen, prorogation qui a été approuvée par le Directeur général, comme indiqué au tableau 1 du document portant la cote E/ICEF/2015/P/L.11;
2. *Approuve* la prolongation, pour un an, du programme de pays pour la Côte d'Ivoire, après une prorogation de deux ans, et la deuxième prorogation, pour un an, des programmes de pays pour le Liban et la Libye, comme indiqué au tableau 2 du document portant la cote E/ICEF/2015/P/L.11.

*Session annuelle  
18 juin 2015*

## 2015/10

### Rapports d'évaluation, vues de l'administration et suite donnée par l'administration

#### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend acte* du rapport annuel de 2014 sur la fonction d'évaluation à l'UNICEF (E/ICEF/2015/10), et des vues de l'administration (E/ICEF/2015/EB/1);
2. *Se félicite* des progrès régulièrement accomplis pour renforcer la fonction d'évaluation, conformément à la politique d'évaluation révisée de l'UNICEF (E/ICEF/2013/14);
3. *Constate avec préoccupation* que la mise en œuvre du plan des évaluations thématiques mondiales pour la période 2014-2017 (E/ICEF/2014/3), gérée par le Bureau de l'évaluation, a pris du retard, tout en remerciant le Bureau d'avoir entrepris un certain nombre d'évaluations qui n'étaient pas prévues dans le plan, notamment plusieurs évaluations d'urgence de l'action humanitaire menée par l'UNICEF;
4. À cet égard, *prie* l'UNICEF de revoir le plan des évaluations thématiques mondiales, en tenant compte des priorités nouvelles, et de le lui présenter, pour information, à sa première session ordinaire de 2016;
5. *Constate* qu'en 2013, la participation des acteurs aux évaluations s'est raréfiée et prie l'UNICEF d'analyser cette tendance dans un de ses futurs rapports annuels sur la fonction d'évaluation;
6. *Exhorte* l'UNICEF à accélérer la réalisation de l'objectif consistant à affecter à l'évaluation 1 % au moins de l'ensemble de ses dépenses liées aux programmes, conformément à la politique d'évaluation révisée du Fonds, tout en prenant acte des progrès accomplis sur cette voie;
7. *Prie* l'UNICEF, lors de l'élaboration de l'examen à mi-parcours du plan stratégique pour 2014-2017, d'exploiter pleinement les données factuelles et les enseignements présentés dans les rapports d'évaluation récents;

8. *Prend acte avec satisfaction* des progrès accomplis ces dernières années pour déterminer la suite donnée par l'administration en termes d'évaluation et engage l'UNICEF à accélérer la mise en œuvre des actions concertées, à renforcer son système de suivi d'une telle mise en œuvre et à rendre compte, dans le rapport annuel sur la fonction d'évaluation, des progrès en la matière;

9. *Prend également acte avec satisfaction* de la qualité du rapport intitulé « Évaluation formative du Système de suivi des résultats pour l'équité » et engage l'administration à tirer pleinement parti, sans tarder, des enseignements et des recommandations figurant dans le rapport;

10. *Demande* à l'UNICEF d'inviter le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation à prendre ses dispositions en vue d'entamer, en 2016, un examen par les pairs de la fonction d'évaluation de l'UNICEF, tel que proposé dans la politique d'évaluation révisée.

*Session annuelle*  
18 juin 2015

## **2015/11**

### **Audit interne et investigations**

#### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend note* du rapport annuel que lui a soumis le Bureau de l'audit interne et des investigations pour 2014 (E/ICEF/2015/AB/L.2), de la réponse de l'administration (E/ICEF/2015/AB/L.3) et du rapport annuel du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF pour 2014;

2. *Prie* le Bureau de l'audit interne et des investigations de faire figurer les éléments ci-après dans ses futurs rapports annuels :

a) Un avis, établi compte tenu de la portée des travaux entrepris, qui portera sur la qualité et l'efficacité de la structure de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de l'UNICEF;

b) Une présentation concise des travaux menés pour établir l'avis et des critères retenus;

c) Une déclaration de conformité aux normes d'audit interne adoptées par l'UNICEF;

d) Un point de vue sur la question de savoir si les ressources allouées sont adaptées aux besoins, suffisantes et employées de façon à ce que l'audit interne ait la portée recherchée.

*Session annuelle*  
18 juin 2015